

AVEC LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS POUR L'EMPLOI ET LA SOLIDARITÉ – NON À L'AUSTÉRITÉ

L'AUSTÉRITÉ, ÇA NE MARCHE PAS !

Depuis des années, le mouvement syndical européen dénonce les mesures d'austérité. Elles font plonger l'Europe dans la stagnation économique, voire la récession. Le résultat: arrêt de la croissance et chômage en hausse continue. En coupant dans les salaires et dans la protection sociale on attaque le modèle social européen et on aggrave les inégalités et les injustices sociales.

Les « erreurs de calcul » du Fonds monétaire international (FMI) ont un impact incalculable sur la vie quotidienne des travailleurs et des citoyens européens. Cela remet en cause le fondement même de toute politique d'austérité. Le FMI doit présenter ses excuses. La Troïka doit revoir ses exigences.

L'Europe a une dette sociale pas seulement monétaire. La reprise annoncée n'a pas eu lieu. 25 millions d'Européens sont sans emploi. Dans certains pays, le taux de chômage des jeunes atteint plus de 50 pour cent. Le sentiment d'injustice règne et la grogne sociale s'amplifie.

Nous voulons des actes pour une croissance soutenable et des emplois. Pas seulement des paroles. Il y a urgence sociale.

IL FAUT CHANGER DE CAP POUR UN CONTRAT SOCIAL EUROPÉEN

Les syndicats européens exigent un changement de cap. Les remèdes appliqués ne sont pas les bons, ils détruisent nos emplois et notre patrimoine social.

L'OGBL et le LCGB se joignent aux revendications de la CES :

La CES demande un contrat social pour l'Europe avec un vrai dialogue social, une politique économique favorisant des emplois de qualité, une solidarité économique entre les pays, et la justice sociale.

Les travailleurs paient le prix fort de la crise et des mesures d'austérité alors que le monde de la finance et les spéculateurs continuent de prospérer.

Arrêtons la fraude fiscale et mettons fin au capitalisme casino.

POUR L'EMPLOI ET LA SOLIDARITÉ NON AUX INÉGALITÉS SOCIALES

Nous rejetons :

- Le démantèlement de la protection sociale,
- La flexibilisation du marché du travail,
- La privatisation des services publics,
- La pression à la baisse sur les salaires,
- La diminution du montant des pensions,
- La déréglementation des standards sociaux,
- L'exclusion sociale,
- Les inégalités galopantes,
- La remise en cause des négociations collectives et du dialogue social.

Nous proposons :

- Une gouvernance économique au service d'une croissance durable et d'emplois de qualité,
- La justice économique et sociale via des politiques de redistribution, la fiscalité et la protection sociale,
- Des garanties d'emploi pour les jeunes,
- Une politique industrielle européenne ambitieuse orientée vers une économie verte bas carbone et vers des secteurs d'avenir, porteurs d'emplois et de croissance,
- L'intensification de la lutte contre le dumping social et salarial,
- La mise en commun de la dette au moyen d'euro-obligations,
- La lutte contre la spéculation financière et la mise en place de politiques d'investissements,
- L'harmonisation de l'assiette fiscale avec un taux minimum pour les entreprises en Europe,
- La lutte contre l'évasion et la fraude fiscales,
- Le respect des négociations collectives et du dialogue social,
- Le respect et la garantie des droits sociaux et syndicaux fondamentaux.

